

LA SITUATION TOURNE AU CONFLIT ENTRE LES DEUX PARTIES

Daho Ould Kablia menace les gardes communaux

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a menacé de sanctionner les gardes communaux qui participent au mouvement de protestation. Décidés à obtenir l'application de l'ensemble de leurs revendications, les membres de ce corps ont maintenu, hier, leur sit-in place des Martyrs.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les relations entre Daho Ould-Kablia et les gardes communaux tournent au conflit. Le ministre de l'Intérieur a décidé de brandir les menaces pour tenter de mettre un terme à leur mouvement de protestation.

«Plus question de discuter ou de négocier. Nous avons accepté 11 des 14 revendications des gardes communaux. Il s'avère que 90% sont satisfaits. Les autres, ceux qui protestent, seront exclus du corps», a indiqué, hier, le ministre en marge de la conférence nationale sur le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT).

Selon lui, les centaines de gardes communaux qui tiennent un sit-in depuis deux jours à la place des Martyrs ont commis un «acte d'indis-

cipline inacceptable». La veille, le département de l'intérieur avait rendu public un communiqué de presse officielle appelant les gardes communaux à «respecter leurs engagements statutaires».

Le communiqué fait notamment référence à l'article 11 de leur statut qui stipule qu'il est «formellement interdit aux gardes communaux de recourir à la grève ou à toute forme d'arrêt de travail et que tout acte collectif, contraire à l'ordre, fera l'objet de sanctions conformément aux dispositions de l'article 112 du code pénal, en tenant compte des peines contenues dans la législation et le règlement en vigueur ainsi que les dispositions statutaires».

Le texte rappelle également les mesures prises par les pouvoirs



Les gardes communaux dénoncent les mises en garde d'Ould Kablia.

publics en faveur des membres de ce corps de sécurité : «Activation du nouveau régime indemnitaire relatif aux gardes communaux avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008, augmentation de la prime de rendement de 20 à 30% calculée sur la base du nouveau salaire, bonification des taux actuels (25%, 30%

et 35%) de la prime de risque et d'astreinte de 10%, mécanisme de récupération du reliquat des congés pour 7 années de services, rachat des années de cotisation manquantes pour bénéficier du droit à la retraite proportionnelle exceptionnelle et régularisation de la situation de tous les

gardes communaux ayant obtenu des décisions de justice en faveur de leur réinsertion et l'octroi de droits selon la loi et le règlement en vigueur.»

Mais les concernés rejettent en bloc toutes ces mesures.

Hier encore, ils étaient plusieurs centaines à attendre, place

des Martyrs, que le président de la République accepte la totalité des points inscrits dans leur plate-forme de revendications. Mais la réponse de Abdelaziz Bouteflika tarde à venir. Les membres de la délégation des gardes communaux n'ont rien obtenu après avoir passé tout l'après-midi au palais d'El-Mouradia.

«Nous ne quitterons pas la place des Martyrs sans avoir obtenu gain de cause. Nous restons confiants en l'engagement du président de la République à trouver une solution à notre situation. D'ailleurs, nous allons transmettre une plainte officielle au premier magistrat du pays afin de dénoncer les menaces proférées contre nous par le ministre de l'Intérieur», a souligné Hakim Chaïb, un des représentants des gardes communaux.

T. H.

NAÂMA

«Du minbar de la rue, les imams prêchent»

Le vent de protestation gagne le corps des affaires religieuses à Naâma.

Les imams et les enseignants de Coran, après avoir adressé une requête au premier responsable de la wilaya, lui demandant son intervention directe, se sont donné rendez-vous ce dimanche, devant le siège de la wilaya, où ils ont observé un sit-in de protestation. Ils ont dénoncé haut et fort du «minbar de la rue», le mépris de l'administration des affaires religieuses de Naâma et exigé le départ du premier responsable du secteur.

Les fonctionnaires du culte estiment que leur situation socioprofessionnelle connaît une régression grave sur tous les plans, et ce, depuis des années, notamment la valorisation des postes, l'emploi, les affectations, les indemnités, et dénoncent les actes répressifs, le harcèlement, la margi-



Le ministère de Ghoulamallah interpellé.

nalisation et le mauvais accueil des employés de l'administration. De même que la présentation en conseils de discipline et les suspensions abusives à l'endroit des fonctionnaires réclamant leurs droits.

Dans ce sillage, la corporation a soulevé plusieurs points, entre autres le retard accusé dans le versement des salaires, l'ingérence de

l'administration dans la gestion des œuvres sociales et dénonce le sabotage et le blocage d'une éventuelle création d'une section syndicale, ainsi que le changement du conseil du culte religieux qui doit être constitué par des personnes compétentes.

Enfin, les protestataires demandent l'annulation pure et simple de la présentation en conseil

de discipline de certains agents, considérés par l'administration comme «perturbateurs», pour avoir tenté de créer conformément à la réglementation une section syndicale, et ce, lors d'une réunion tenue à Mecheria, au terme de la conférence mensuelle qu'organise la Direction des affaires religieuses à travers la wilaya.

B. Henine

LA PRISE A ÉTÉ RÉALISÉE SUR L'AUTOROUTE EST-OUEST Deux quintaux de drogue découverts dans un camion à Sidi-Bel-Abbès

Le Groupement de Gendarmerie nationale de Sidi-Bel-Abbès a découvert, hier matin, une quantité de 200 kilos de résine de cannabis dans un camion qui circulait sur l'autoroute Est-Ouest.

Cette prise est le résultat d'une vaste opération d'interception mise en œuvre sur la base de renseignements. En effet, les gendarmes de cette wilaya ont obtenu des informations faisant état du passage d'une importante quantité de drogue.

Un dispositif de surveillance a été installé sur l'ensemble du réseau routier de la région. Hier matin, aux environs de 4h, deux individus ont abandonné un camion à 800 mètres d'un barrage installé sur l'autoroute Est-Ouest.

En inspectant le bas-côté, les gendarmes ont découvert deux plaquettes de résine de cannabis de 500 grammes chacune. Au siège de la compagnie de Sidi-Bel-Abbès, un contrôle du camion permettra de mettre au jour une cache dans laquelle étaient dissimulés près de 200 kilogrammes de kif traité en provenance du Maroc et qui devaient, vraisemblablement, être destinés aux wilayas du centre du pays. Une enquête a été ouverte pour déterminer l'identité des trafiquants de drogue. Notons que d'importantes opérations de lutte contre le trafic de drogue ont été menées ces dernières semaines par les unités de la Gendarmerie nationale. C'est notamment le cas dans les wilayas de Tindouf et de Biskra, avec près de 5 tonnes de résine de cannabis saisies.

T. H.